Tempête politique au Brésil suite à l'autorisation de l'ouverture d'un procès politique contre la présidente Dilma Roussef

Par Guillermo Alvarado

Le leader de la Chambre des Députés du Brésil, Eduardo Cunha, dans un acte d'opportunisme, a donné le feu vert pour l'ouverture d'un procès politique contre la présidente Dilma Roussef, pour des présumées manœuvres fiscales destinées à améliorer les résultats de sa gestion.

Ce n'est pas par hasard que nous assurons qu'il s'agit d'un acte opportuniste de Cunha. Il a pris cette décision alors qu'il est complètement discrédité aussi bien du point de vue politique que moral suite à des accusations à son encontre pour corruption, situation qui le met au bord de la démission et probablement de la prison.

De nombreux analystes signalent que cet élu a vendu aux forces de droite son verdict contre la présidente en échange des voix lui permettant de faire face aux charges qui pèsent sur lui pour son éventuelle participation à des faits illégaux de concert avec l'entreprise Petrobras et pour avoir menti au Congrès au sujet de son patrimoine.

Wadih Damous, député du Parti des travailleurs a assuré qu'il s'agit d'un acte prémédité de Cunha à un moment où il perdait tout appui à la Commission d'Éthique, où un procès à son encontre avance.

Pour sa part, l'avocat Celso Antonio Bandeira de Mello a qualifié d'absurdité la décision du leader du Législatif. Il a signalé qu'il n'y a pas de base juridique pour ouvrir un procès de cette nature.

En tout cas, l'autorisation pour que le Parlement ouvre un procès contre la présidente Rousseff intervient à un moment délicat, alors que le gouvernement réalise des actions pour essayer d'équilibrer l'économie brésilienne, déjà très affaiblie par les va et biens des marchés internationaux, en particulier à cause de la chute des prix des matières premières et des hydrocarbures.

À cause de la crise interne, récemment la chef de l'état brésilien a suspendu une tournée en Asie dans le but de renforcer les liens commerciaux avec le Japon et le Vietnam à a recherche davantage de revenus pour son pays.

En apprenant la décision du président du Parlement, la présidente a exprimé son indignation. Elle a signalé qu'il n'y a aucune preuve à son encontre de détournement d'argent public, qu'elle ne possède pas de comptes en banque à l'étranger, qu'elle n'a exercé aucune pression sur des personnes ou des institutions pour qu'elles lui accordent leur appui, faisant ainsi allusion aux actes dont Eduardo Cunha est accusé.

Il y a quelque mois, le président de la Bolivie, Evo Morales, a condamné les agressions du Parlement brésilien contre Dilma Rousseff et il a assuré que derrière ces plans se trouvent les États-Unis qui ont entrepris une campagne pour renverser des gouvernements progressistes et anti impérialistes en Amérique Latine et les Caraïbes.

Il faudra attendre le cours des évènements et la réaction des forces progressistes et des organisations populaires du Brésil, qui devront se bouger pour défendre leur présidente, élue légalement et démocratiquement pour représenter les intérêts de la population contre une droite vorace et anti nationaliste.

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/77711-tempete-politique-au-bresil-suite-a-lautorisation-de-louverture-dun-proces-politique-contre-la-presidente-dilma-roussef

Radio Habana Cuba